

***Vœu proposé par le groupe écologiste  
pour refonder l'Europe  
dans le cadre d'un processus instituant citoyen***

Soixante ans après la signature du Traité de Rome, le temps est venu de refonder le projet européen avec les citoyens. Importance de l'Europe, insatisfaction à l'égard des politiques européennes, défiance à l'égard des institutions politiques nationales et européennes, développement de « l'euro-scepticisme » : ces sentiments ambivalents, reflétés par les enquêtes d'opinion, montrent la fragilité de l'Union européenne.

La construction européenne actuelle s'est fondée sur l'unification du marché. Ce n'était pas l'intention initiale. Le commerce mondial s'étant lui-même unifié, l'Union européenne est devenue le ventre mou de la globalisation économique. La difficulté des vingt-huit membres actuels de l'Union européenne à se mettre d'accord sur le renforcement de l'Europe et à faire fonctionner des institutions prévues au départ pour les six membres fondateurs illustre cette impuissance. La création d'un marché unique, d'une monnaie commune et d'un statut de citoyen européen ne suffisent pas à instituer une communauté de destin.

Tétanisées par la montée des populismes, les institutions européennes ont peur de donner la parole aux citoyens et continuent de privilégier une communication descendante, voire condescendante, en partant du constat que tous les récents référendums ont tourné au désavantage de l'Europe. Les référendums s'avèrent effectivement un moyen inadapté de donner la parole aux citoyens : on ne peut pas demander de répondre par oui ou par non, sur la base d'une information incomplète et aisément manipulée, à une question aussi vaste et complexe que l'avenir à bâtir en commun. La priorité n'est donc pas aujourd'hui d'ouvrir un débat sur les institutions européennes : avant de débattre de la manière dont elles doivent être gérées, il faut d'abord s'assurer qu'une communauté a conscience d'exister.

Créer les conditions pour que les citoyens européens s'expliquent entre eux sur leurs valeurs, sur leur vision du monde, sur leurs priorités, sur leurs peurs, sur leurs espérances, telle est la condition essentielle d'une refondation de l'Europe, dont la nécessité est maintenant reconnue aussi bien par le Président de la Commission européenne dans son discours sur l'état de l'Union que par le Président de la République française dans son discours d'Athènes. Pour y répondre, il faut, comme l'a proposé Pierre CALAME, inventer et conduire un processus instituant citoyen, dont les Régions d'Europe pourraient être des acteurs majeurs.

Un tel processus instituant, initié par les collectivités territoriales européennes, nécessiterait un soutien clair des dirigeants européens pour fournir les moyens humains et matériels nécessaires et pour mettre les conclusions en débat au sein de chaque institution européenne. Idéalement, les conclusions devraient être prêtes à temps pour

nourrir les prochaines élections au Parlement européen, prévues en mai 2019. D'ores et déjà, dans son discours sur l'état de l'Union et dans la feuille de route qui l'accompagne, Jean-Claude JUNCKER a soutenu l'idée avancée par Emmanuel MACRON d'un grand débat citoyen sur l'avenir de l'Europe et a souligné le rôle éminent des Villes et des Régions pour le porter.

**En conséquence, le Conseil régional Centre-Val de Loire, réuni le 22 février 2018 à Orléans :**

- **demande au Gouvernement de défendre, dans le cadre de son dialogue avec l'Union européenne, la mise en place d'un processus instituant citoyen en deux étapes, la première au niveau des Villes et des Régions, la seconde au niveau européen ;**
- **se porte volontaire, sur son périmètre et dans le cadre de sa politique de démocratie permanente, pour animer un tel processus avec l'ambition de participer activement à la refondation de l'Europe et au renouveau démocratique.**

**Proposition amendement du groupe SRD :**

**"se porte volontaire, sur son périmètre et dans le cadre de sa politique de démocratie permanente, pour animer ce processus, si il est mis en place, avec l'ambition de participer activement à la refondation de l'Europe et au renouveau démocratique."**

**Amendement ADOPTE A LA MAJORITE**

**Pour : groupes Socialistes, Radicaux et Démocrates et Ecologiste**

**Contre : groupes Union de la Droite et du Centre, Front National et**

**Madame RAIMBAULT**

**Voeu amendé : ADOPTE A LA MAJORITE**

**Pour : groupes Socialistes, Radicaux et Démocrates et Ecologiste**

**Contre : groupes Union de la Droite et du Centre, Front National et Madame**

**RAIMBAULT**